

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



Hebdomadaire indépendant d'informations N°199 du lundi 22 novembre 2021 - PRIX : 3 000 GNF - Zone CFA : 500

L'équipe gouvernementale à Forcécariah

**Les attentes d'une retraite!**



Transition apaisée en Guinée  
**La société civile entend jouer pleinement sa partition**



Bambéto

**Echauffourées entre gendarmes et jeunes...**



Boké

**Ce que le gouverneur de région a dit aux grévistes de l'UMS** P.4

Miss Guinée

**Guéguerre autour d'un concours de beauté** P.5

Ministères

**D'anciens opposants nommés secrétaires généraux** P.7

RASSEMBLEMENT DE LA CLASSE POLITIQUE

# Le pathétique combat de l'ancien ministre Ousmane Doré

 P.3

*Edito à vue d'Aigle*

## Le CNRD et sa promesse de justice pour tous!

Le président du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), président de la Transition, chef de l'Etat, chef suprême des Armées, le colonel Mamadi Doumbouya, au lendemain de sa prise du pouvoir, a fait la promesse aux Guinéens que la justice sera la boussole qui les guidera désormais dans leur vie quotidienne. Lors de ses récentes interviews accordées à la presse nationale et à France 24, le tombeur d'Alpha Condé a réitéré son profond attachement à la justice. Ce qui contribuera, espère-t-il, à réconcilier les Guinéens avec eux-mêmes et avec leur histoire... P.2



## Edito à vue d'Aigle



### Le CNRD et sa promesse de justice pour tous !

Le président du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), président de la Transition, chef de l'Etat, chef suprême des Armées, le colonel Mamadi Doumbouya, au lendemain de sa prise du pouvoir, a fait la promesse aux Guinéens que la justice sera la boussole qui les guidera désormais dans leur vie quotidienne. Lors de ses récentes interviews accordées à la presse nationale et à France 24, le tombeur d'Alpha Condé a réitéré son profond attachement à la justice. Ce qui contribuera, espère-t-il, à réconcilier les Guinéens avec eux-mêmes et avec leur histoire. Répondant aux questions relatives au sort du président déchu et aux audits à venir, le locataire du palais Mohamed 5 a indiqué que l'Exécutif ne va pas s'immiscer dans les affaires judiciaires. Il faut dire qu'après 63 ans d'indépendance, nombreux sont les Guinéens qui ne cessent de se poser en victimes des différents régimes que le pays a connus depuis 1958.

L'Association des victimes du camp Boiro continue de dénoncer les graves atteintes aux droits de l'homme sous Sékou Touré, premier président de la Guinée indépendante. Les victimes du 4 Juillet 1985, pour leur part, réclament toujours qu'on les rétablisse dans leurs droits bafoués ou confisqués à tort sous Lansana Conté. A la mort de ce dernier en décembre 2008, c'est le capitaine Moussa Dadis Camara et ses compagnons du CNDD qui se sont emparés du pouvoir. La suite, on la connaît. La Guinée a enregistré pendant cette transition les tragiques événements du 28 septembre 2009. Ce jour-là, on le sait, une manifestation pacifique des forces vives de la nation contre une éventuelle candidature du chef de la junte à la présidentielle a été réprimée dans le sang. L'ONU et des organisations de défense des droits de l'homme ont dénombré plus de 150 personnes tuées et des dizaines de femmes et de filles violées. Des événements tragiques dont les victimes et leurs proches attendent désespérément la tenue d'un procès pour situer les responsabilités dans cette affaire qui, pour certains, relève du crime contre l'humanité. Pendant les onze années de la présidence d'Alpha Condé (2010-2021), l'on a déploré de nombreux cas de morts, notamment pendant les manifestations politiques dans les fiefs de l'opposition. L'axe Hamdalaye-Bambéto-Cosa-Wanindara (fief de l'UFDG de Cellou Dalein Diallo) aura été particulièrement endeuillé. Des jeunes tués par balles par les forces de défense et de sécurité. Leurs parents se battent pour que justice leur soit rendue mais en vain pour le moment. C'est pourquoi, lorsque le colonel Mamadi Doumbouya, à la tête des Forces spéciales, a renversé Alpha Condé et son régime, l'espoir d'une justice pour tous est aussitôt né au sein des familles des victimes. Il est à souhaiter vivement que le président de la Transition fasse de la séparation effective des pouvoirs une réalité tangible dans notre pays.

Kéfina Diakité

## CASSES DE KAPORO-RAILS, KIPÉ 2 ET DIMESSE Les victimes ne renoncent pas à leur combat

Les victimes des casses de Kaporo-rails, Kipé 2 et Dimesse ne s'avouent pas vaincues. Le changement de régime vient peut-être leur donner de l'espoir.



Pour rappel, les déguerpissements de Kaporo-rails, Kipé 2 et Dimesse ont mis de nombreuses familles à la rue. Celles-ci se sont constituées en Collectif pour mener le combat afin qu'elles puissent être rétablies dans leurs droits. Le vendredi 19 novembre, ledit collectif a dressé une liste provisoire de ceux qu'il considère comme étant à l'origine de casses des maisons ou leurs complices lors du déguerpissement du

centre directionnel de Koloma en 2019.

Il cite entre autres l'ancien président Alpha Condé, des anciens ministres en charge de l'Aménagement du territoire et de l'habitat (Ibrahima Kourouma et Alpha Ousmane Diallo), l'ancien ministre de la Justice Me Mory Doumbouya, des Ivoiriens Ahoua Don Mello, ancien conseiller spécial d'Alpha Condé chargé des infrastructures, ancien

ministre de Laurent Gbagbo, Pierre Christian Mosis, Ivoirien de nationalité, Directeur opérationnel d'IMAAG-HOLDING. Militant du FPI, ancien exilé au Ghana et proche d'Ahoua Don Mello, de Patrice Goue, conducteur de travaux à IMAAG-HOLDING et de l'homme d'affaires guinéen Mory Diané. Reste à savoir si ce combat sera couronné de succès. Attendons de voir.

Tidiane Diallo

## DÉCÈS DE M'MAH SYLLA, VIOLÉE PAR DES « MÉDECINS » Des voix s'élèvent pour réclamer justice !

Comme un couperet, la triste nouvelle est tombée le samedi dernier. M'Mah Sylla, la jeune fille qui a été violée par des médecins à Conakry est finalement décédée des suites de sa 7<sup>ème</sup> opération chirurgicale à Tunis. Des voix s'élèvent pour réclamer justice !



Il faut dire que la M'Mah Sylla, la jeune fille droguée, violée et opérée par des médecins dans une clinique de la haute banlieue de Conakry a profondément choqué toutes les âmes sensibles. Le Premier ministre Mohamed Béavogui a, dans la journée du dimanche, 21 novembre, instruit la ministre de la Justice d'accélérer l'enquête. Le Parquet du Tribunal de Première instance de Mañanco a, pour sa part, dans un communiqué, annoncé que trois médecins Patrice Lamah, Daniel Lamah et Sébory Cissé ont été entendus, inculpés et placés en détention à la Maison centrale de Conakry depuis le 14 octobre dernier.

Grand Conakry, avec tous les risques que cela comporte. Les autorités sanitaires, à travers l'Inspection générale de la Santé, ont lancé une vaste campagne en vue de la fermeture des cliniques illégales ou clandestines qui,

en toute impunité, fonctionnent à travers le pays, notamment dans le Grand Conakry. En août dernier, l'Inspecteur Général du ministère de la Santé, Dr Damani Kéita, a fait des révélations sur cette situation qui devient de plus en plus préoccupante. Il a ainsi indiqué qu'il y aurait plus de 500 cliniques clandestines recensées à ce jour dans le Grand Conakry, composé des cinq communes de la capitale (Kaloum, Dixinn, Matam, Ratoma, Matoto) et des deux communes urbaines environnantes que sont Coyah et Dubréka.

Tidiane Diallo



Cette affaire relance le débat sur la prolifération des cliniques clandestines dans le



RASSEMBLEMENT DE LA CLASSE POLITIQUE

**Le pathétique combat de l'ancien ministre Ousmane Doré**

**Le jeudi, 18 novembre, plusieurs coalitions politiques se sont retrouvées dans un hôtel de Conakry pour échanger entre autres sur la nécessité pour la classe politique de resserrer les rangs pour espérer peser dans la balance de la transition guinéenne. L'ancien ministre de l'Economie et des Finances, Dr Ousmane Doré de la COPED, en est l'un des initiateurs.**

La classe politique guinéenne, dans sa configuration actuelle, pourra-t-elle peser face aux autorités de la transition ? C'est la pertinente question que beaucoup d'observateurs ne cessent de se poser. Les 181 formations politiques légalisées dans le pays peinent toujours à se mettre sur la répartition des 15 places qui leur sont accordées au sein du futur Conseil national de la transition (CNT). Le jeudi, 18 novembre, plusieurs coalitions politiques se sont retrouvées dans un hôtel de Conakry pour échanger entre autres sur la nécessité pour la classe politique de resserrer les rangs pour espérer peser dans la balance de la transition guinéenne. L'ancien ministre de l'Economie et des Finances, Dr Ousmane Doré de la COPED, en est l'un des initiateurs.



« Nous avons pris acte des actes posés jusqu'ici et qui vont dans le sens du rassemblement du peuple de Guinée. La classe politique a décidé d'emboîter le pas et de se rassembler pour faciliter le rassemblement même des Guinéens. Le deuxième thème portait sur cette nécessité que nous avons de former aujourd'hui, un ensemble

cohérent pour mettre de côté les ambitions des uns et des autres. Comprendre que cette Guinée vient de loin et que cette transition doit réussir. La réussite de cette transition incombe beaucoup à cette classe politique. Nous sommes tombés d'accord sur cette nécessité de l'union sacrée de la classe politique. Ça ne sera plus comme avant.

Il s'agit aujourd'hui, d'imprimer une nouvelle dynamique qui fera que le peuple de Guinée fera confiance à sa classe politique... Nous allons faire ce rassemblement pour créer même un pont, un espace de dialogue avec les autorités de la transition qui ont déjà donné des orientations claires sur la nature de la transition que nous sommes en train de mener. La classe politique va faire des propositions, des recommandations, le tout pour accompagner les autorités pour une sortie judicieuse de cette transition par l'organisation des élections libres, crédibles et

transparentes. Ce rassemblement a été acté et dans les prochains jours, vous aurez quelques contours de ce rassemblement mais je peux déjà vous donner la couleur. L'objectif du rassemblement est de l'étendre aux autres partis qui existent sur la scène politique guinéenne et qui ont un intérêt dans la marche de cette transition. Nous irons plus loin pour reconstituer ce qu'on appelle les forces vives de la nation. », a-t-il confié à la presse. Reste à savoir si sa démarche sera couronnée de succès.

Kéfina Diakité

**TRANSITION APAISÉE EN GUINÉE  
La société civile entend jouer pleinement sa partition**

**Des échanges entre les organisations socioprofessionnelles de toutes les régions administratives de Guinée et le Grand Conakry viennent de se tenir, pendant deux jours, à l'initiative de la Dynamique d'appui citoyen pour une transition réussie en Guinée.**

Abdou Sacko est le Coordonnateur du réseau Convergence des Jeunes Leaders pour la Paix et la Démocratie (COJELPAID) et de la dynamique d'appui citoyen à la transition en



Guinée. Il revient ici sur l'objectif de cette rencontre : « quand le président du CNRD a lancé les consultations auprès des acteurs de la vie nationale sur la question de la transition, nous avons compris bien entendu qu'il y a des acquis aujourd'hui comme la mise en place du gouvernement, mais aussi la question de la charte. Par contre, nous avons trouvé qu'il y a un certain nombre d'incompréhensions autour du contenu et la durée de la transition notamment. Nous voyons les menaces de la communauté internationale par rapport au pays, quant au chronogramme de la transition. Donc, nous avons lancé une enquête de perception auprès des Guinéens, aussi bien les citoyens, les politiques, les acteurs socioprofessionnels, également la diaspora pour recueillir leur perception quant au contenu de la transition. La question aujourd'hui, on s'est

retrouvé pour partager cela à l'ensemble des acteurs de la société civile de façon globale pour qu'enfin les préoccupations de ces populations, nous cernons cela »

Quant à Ibrahima Ballaya, le président du Forum civil guinéen, autre participant à cette rencontre d'échange, il a déclaré ceci : « Une transition est politique, mais les acteurs sociaux auront une large part. Ils ont leur partition à jouer dans ce processus là. Tous les points sont importants et nous espérons que la société civile sera écoutée, elle sera entendue et que ses propositions seront entérinées en vue d'une transition réussie. On parle toujours de réconciliation nationale, on parle de processus électoral, de gouvernance, on parle aussi de droit de l'homme, de beaucoup de thèmes qui sont assez importants »

Kéfina Diakité

**L'ÉQUIPE GOUVERNEMENTALE À FORCÉCARIAH  
Les attentes d'une retraite !**

**Après leur premier conseil des ministres présidé le jeudi dernier par le président de la Transition, chef de l'Etat, chef suprême des Armées, le colonel Mamadi Doumbouya, les 27 membres du gouvernement Mohamed Béavogui ont mis le cap sur Kaleah (Forécariah) pour une retraite de deux jours (samedi 20 et 21 novembre 2021).**



Les 27 cadres civils et militaires à la retraite qui ont eu le privilège d'être nommés dans le gouvernement de transition dirigé par Mohamed Béavogui sont : Fatoumata Yarie Soumah de la Justice et des Droits de l'Homme ; Aboubacar Sidiki Camara de la Défense nationale ; Mory Condé de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ; Bachir Diallo de la Sécurité et de la Protection Civile ; Dr Morissanda Kouyaté des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger ; Lanciné Condé de l'Economie, des Finances et du Plan ; Moussa Cissé du Budget ; Julien Yombouno du Travail et de la Fonction Publique ; Loupou Lamah de l'Environnement et du Développement Durable ; Mamoudou Nagnalen Barry de l'Agriculture et de l'Elevage ;

Ibrahima Abé Sylla de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures ; Moussa Magassouba des Mines et de la Géologie ; Yaya Sow des Infrastructures et des Transports ; Aminata Kaba des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique ; Ousmane Gaoual Diallo de l'Urbanisme, de l'habitat et de l'Aménagement du territoire ; Charlotte Daffé de la Pêche et de l'Economie Maritime ; Bernard Gomou du Commerce, de l'Industrie et des PME ; Diaka Sidibé de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation ; Guillaume Hawing de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation ; Alpha Bacar Barry de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ; Mamadou Pèthé Diallo de la Santé et de l'Hygiène publique ; Rose Pola Pricemou de l'Information et

de la Communication ; Lansana Béa Diallo de la Jeunesse et des Sports ; Aïcha Nanette Conté de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables ; Alpha Soumah de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ; Abdourahmane Sikhé Camara du Secrétariat Général du Gouvernement ; Elhadj Karamo Diawara du Secrétaire Général aux Affaires religieuses. Après leur premier conseil des ministres présidé le jeudi dernier par le président de la Transition, chef de l'Etat, chef suprême des Armées, le colonel Mamadi Doumbouya, les 27 membres du gouvernement Mohamed Béavogui ont mis le cap sur Kaleah (Forécariah) pour une retraite de deux jours (samedi 20 et 21 novembre 2021). Pendant ces deux jours, l'équipe gouvernementale de la transition dirigée par Mohamed Béavogui a eu à définir sa feuille de route pour se mettre au travail proprement dit, deux mois après la chute d'Alpha Condé. Avant leur départ, le président du CNRD, président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a invité les ministres (tous habillés en tenues militaires pour la circonstance) à l'esprit d'équipe pour réussir leur noble mission.

Kéfina Diakité



## MANIFESTATIONS CONTRE LE MANQUE DE COURANT Les femmes de Kamsar reviennent à de meilleurs sentiments après la médiation du Kountigui de la Basse Côte

Du 15 au 18 novembre, la tension était très vive à Kamsar où les femmes ont érigé des barricades et bloqué la circulation du train minéralier, en guise de protestation contre le manque de courant dans leur localité. Le Kountigui de la Basse Côte, Elhadj Sékhouna Soumah et les autorités régionales et préfectorales de Boké ont dû faire le déplacement pour jouer les sapeurs-pompiers et ramener les manifestantes à de meilleurs sentiments.



de meilleurs sentiments. Selon des sources dignes de foi, après des négociations serrées entre les différents protagonistes de la crise, la circulation routière a finalement repris ce soir (jeudi 18 novembre), pour le plus grand bonheur des usagers qui ne savaient plus à quel saint se vouer. Des promesses ont une

Il faut dire que des émeutes de courant sont fréquentes dans cette cité industrielle relevant de la préfecture de Boké où évoluent depuis des décennies de nombreuses sociétés minières. Les habitants des localités impactées par l'exploitation minière en Guinée (Boké, Boffa, Siguir, Kouroussa, Mandiana, Kindia, Téliélé, etc.) ne ratent plus aucune occasion pour battre le pavé ou organiser des manifestations plus ou moins violentes pour se faire entendre des autorités et

attirer l'attention sur leurs conditions de vie et de travail. Du 15 au 18 novembre, la tension était très vive à Kamsar où les femmes ont érigé des barricades et bloqué la circulation du train minéralier, en guise de protestation contre le manque de courant dans leur localité. Le Kountigui de la Basse Côte, Elhadj Sékhouna Soumah et les autorités régionales et préfectorales de Boké ont dû faire le déplacement pour jouer les sapeurs-pompiers et ramener les manifestantes à

nouvelle fois été faites. Espérons qu'elles seront respectées à la lettre pour éviter de revivre cette situation déplorable. Pour cette fois-ci, l'on peut dire qu'il y a eu plus de peur que mal. Une situation qui devrait toutefois interpeller le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), à sa tête le colonel Mamadi Doumbouya, président du CNRD, président de la Transition, chef de l'Etat, chef suprême des Armées.

Kéfina Diakité

## BOKÉ

### Ce que le gouverneur de région a dit aux grévistes de l'UMS

Le vendredi 19 novembre, le gouvernorat de Boké a servi de cadre à une rencontre autour de la grève qui paralyse le travail sur le site minier de la société UMS à Kaboyé. Une occasion que le gouverneur de région a mise à profit pour tenir un discours de vérité aux grévistes.



Dans son intervention de circonstance, en présence des autorités administratives, des sages, des responsables de la société UMS, de l'inspection générale du travail, le Collectif des travailleurs grévistes et délégués syndicaux, le gouverneur de région, Colonel Sékouba Trésor Camara, a exhorté les grévistes à tenir

compte de la situation dans laquelle le pays se trouve actuellement. « Chers jeunes, reprenez le travail et acceptez le peu que vous avez pour le moment. Le pays est dans une situation calamiteuse. Nous devons penser à nos concitoyens, pensons à l'avenir. L'Etat n'est pas prêt à abandonner les sociétés

minières au profit de vous. Réfléchissez à l'avenir des milliers de jeunes employés par la Société UMS. On ne souhaite pas. Si par malheur, il y a des décisions contraires, vos amis vont tous s'en prendre à vous. La fois dernière, vous avez juré sur le Coran devant le Kountigui de la Basse Côte. Mettez la foi, le cœur propre dans vos actions. Dieu vous en récompensera. Chers jeunes, privilégions l'intérêt de la Guinée...Une fois de plus, on vous demande la retenue, le pardon, la patience. Ne vous laissez pas dominer par la colère jusqu'à perdre vos emplois », a martelé le gouverneur de région. Reste à savoir maintenant si son appel sera entendu. Attendons de voir.

Tidiane Diallo

## COURSE AU CNT Quand le PUP fait cavalier seul

Le vendredi 19 novembre 2021, le Parti de l'unité et du progrès (PUP) de feu le général-président Général Lansana Conté a déposé la liste de ses candidats qui sont au nombre de deux pour le CNT, préférant ainsi faire cavalier seul.



L'heure est aux tractations pour la désignation des 15 représentants des partis politiques au CNT. C'est ainsi que le jeudi 18 novembre 2021, plusieurs coalitions de partis politiques se sont retrouvées dans un réceptif hôtelier de Conakry, avec pour objectif de mutualiser leurs efforts et de faire en sorte qu'ils puissent regrouper toute la classe politique au sein d'une plateforme pour harmoniser le ton et participer à la réussite de la transition. Mais des partis qui ne sont pas membres des dites coalitions sont allés déposer leurs dossiers de candidature au MATD. C'est le cas notamment du Parti de l'unité et du progrès (PUP) de feu le général-président Général Lansana Conté, qui, le vendredi 19 novembre 2021, a déposé la liste de ses candidats qui sont au nombre de deux pour le CNT. Jean Paul Sarr, ancien ministre de l'Agriculture sous Conté, a confié à la presse que son parti n'a jamais été invité pour assister à aucune rencontre. « Nous sommes ici parce

que c'est un appel. Nous répondons à une invitation pour la constitution du CNT. Le PUP est venu déposer les candidats ce matin. C'est ce qui justifie notre présence ici. Nous n'avons jamais reçu cette invitation, et puisque nous sommes souverains, nous avons notre parti, on a estimé que le 22, ça va être le dernier délai. Jusqu'à aujourd'hui, on n'a reçu aucune invitation. Alors, il est normal que nous venions déposer nos candidatures. Sinon l'idéal serait que l'on puisse s'entendre. », a-t-il fait savoir. Avant de revenir sur les critères qui ont prévalu à la désignation des deux candidats du PUP pour le CNT. « D'abord il y a l'engagement militant, ensuite la moralité et le professionnalisme. Et puis l'amour de la patrie. Parce que si on doit se retrouver dans une enceinte comme ça, il faut pouvoir défendre l'intérêt du pays, pas son intérêt égoïste. », dira Jean Paul Sarr, ancien ministre de l'Agriculture et de l'Elevage.

Kéfina Diakité

## BAMBÉTO

### Echauffourées entre gendarmes et jeunes autour du cimetière

Le samedi 20 novembre, après la prière de 14h, il y a eu des échauffourées de courte durée entre des gendarmes et des jeunes de Bambéto autour du cimetière dudit quartier.



Bambéto est l'un des quartiers de Conakry qui a connu des manifestations à répétition sous Alpha Condé, avec son lot de morts. C'est dans son cimetière que la plupart des victimes de la répression ont été enterrées. Un cimetière devenu du coup un symbole pour tous les opposants au régime Condé. Le samedi 20 novembre, après la prière de 14h, il y a eu des échauffourées de courte durée entre des gendarmes et des jeunes de Bambéto autour du cimetière du

quartier. « On a vu 2 pickups de la gendarmerie passés ici en direction du cimetière de Bambéto. Une fois arrivés, ils se sont dirigés à l'intérieur dudit cimetière, chose qui n'a pas été du goût des jeunes », a confié un témoin de la scène. Et d'ajouter : « Effectivement, il y a eu des tirs de gaz lacrymogènes et des jets de pierres entre gendarmes et un groupe de jeunes, mais l'événement malheureux n'a pas duré plus de 3 minutes »

Kéfina Diakité



## MISS GUINÉE

### Guéguerre autour d'un concours de beauté

L'affaire Miss Guinée sera inévitablement un sujet brûlant sur lequel va devoir se pencher sérieusement le tout nouveau ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat, Alpha Soumah "Bill de Sam". Il y a en effet une guéguerre qui ne dit pas son nom autour de l'organisation de ce concours de beauté.



Dans un communiqué rendu public le 18 novembre, la structure KPAAF de dame Aminata Diallo a clairement indiqué que désormais c'est elle qui organisera le concours national de beauté sous la nouvelle appellation Comité d'Organisation Miss Guinée « COOMISGUI ». Une annonce qui, visiblement, n'a pas été du goût de l'équipe de Johanna Barry (Comigui) qui organisait jusqu'ici l'événement.

« Suite au communiqué en date du 18 novembre 2021, signé par dame Aminata Diallo, notifiant que la structure KPAAF aurait été officiellement mandatée par le nouveau Ministre de la Culture, du Tourisme et de l'artisanat du gouvernement de la transition portant désormais organisation du concours « Miss Guinée » en République de Guinée, il nous paraît nécessaire de rétablir certains faits en droite ligne des réalités du moment.

Au-delà de la campagne, savamment orchestrée pour dérouter l'opinion nationale et internationale dans une confusion totale, alors que la Guinée à travers le nouveau

régime du CNRD, accompagne le Comité Miss Guinée (COMIGUI) et encourage l'initiative visant à faire participer notre pays au plus prestigieux concours de beauté au Monde « Miss Monde 2021 à Porto Rico », cette campagne, disons-nous, vise à remettre en cause les efforts consentis par le COMIGUI, ce qui évidemment, nous amène à faire certaines

précisions importantes :

En effet, et pour rappel le COMIGUI a été créé en 2008 et a pour label principal le concours « Miss Guinée », un événement national qui a pour vocation de contribuer au rayonnement de la culture guinéenne et à la valorisation de la femme guinéenne à travers le monde.

Le COMIGUI reste à ce jour,

la seule et unique structure pour l'organisation de "Miss Guinée" dans notre République, ceci dans le respect strict de nos lois en la matière et conformément aux accords entre notre structure et l'Etat guinéen.

Dans ce cadre, il est opportun de rappeler que le "Comité Miss Guinée", organisera solennellement cette année la

12ème édition de "Miss Guinée" à partir du mois de décembre 2021, avec l'accompagnement du ministère de la Culture et du gouvernement de la Transition.

Et les présélections ont déjà commencé sur toute l'étendue du territoire national.

Par ailleurs, le COMIGUI sera reçu en audience par le nouveau Ministre de la Culture, du Tourisme et de l'artisanat du Gouvernement de la Transition – à qui nous prodiguons nos félicitations et nos encouragements -, ce mardi 23 novembre 2021 avec le programme suivant :

- l'organisation de Miss Guinée 2022 ;
- la candidature de COMIGUI pour l'organisation de Miss CEDEAO à Conakry
- Divers.

Le COMIGUI remercie ses différents partenaires et sait compter sur l'accompagnement de la presse et de tous les Guinéens pour porter haut le drapeau guinéen à travers le monde. », a répliqué la présidente du Comigui, Johanna BARRY, dans un communiqué de presse. Affaire à suivre...

Tidiane Diallo

## SÉNÉGAL

### Le scandale Miss Sénégal agite le pays

**C'est une affaire qui fait scandale au Sénégal. Dans une interview, la présidente du Comité Miss Sénégal affirme : « Si on te viole, c'est que tu es consentante ». Une réaction aux déclarations de Miss Sénégal 2020, Ndèye Fatima Dione. Des propos qui suscitent un tollé.**

« Elle n'a qu'à porter plainte. Si on te viole, c'est que tu l'as cherché. Elle est majeure ». Ces propos en oulof d'Aminata Badiane, présidente du comité d'organisation Miss Sénégal, ont fait bondir nombre d'internautes. « Apologie du viol ! », dénonce la plate-forme « Ladies Club Sénégal » qui a lancé une pétition pour exiger la dissolution du comité.

Dans la foulée, le groupe automobile CFAO a rompu son partenariat avec le Comité Miss

Sénégal. « Ces propos vont à l'encontre de nos valeurs », souligne l'entreprise dans un communiqué.

« Nous ne connaissons pas l'auteur de cette grossesse... »

Des réactions en chaîne après les accusations lancées par Ndèye Fatima Dione : dans une interview, Miss Sénégal 2020 raconte un épisode sordide lors d'une soirée dans un hôtel en présence d'invités. « L'un d'eux m'a tenue par la main et a commencé à me caresser... » « J'ai refusé de danser sur la table », raconte-t-elle. « Tu ne sers à rien, tu ne tiens compagnie à personne », aurait répondu la présidente du comité.

Ndèye Fatima Dione affirme ensuite être tombée enceinte et



avoir été écartée. « Nous ne connaissons pas l'auteur de cette grossesse, nous savons juste que ma fille de 20 ans a été abusée », a déclaré la mère de la jeune femme.

À la mi-journée du vendredi 19 novembre, la pétition adressée au ministère de la Culture pour

le retrait de la licence du Comité Miss Sénégal avait recueilli quelque 30 000 signatures.

En tout cas, bravo à CFAO d'avoir mis fin à sa collaboration avec Miss Sénégal. En espérant que d'autres sponsors suivent.

RFI

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.



## Afrique : et si la contribution de la diaspora était trop sous-estimée

**ANALYSE. Les Africains de la diaspora ne sont pas autant des cerveaux en fuite qu'on le dit. Leur expertise profite régulièrement à l'Afrique. Démonstration.**

**Membres de la diaspora africaine durant un débat à l'Élysée intitulé « Parlons d'Afrique », le 11 juillet 2019 à Paris. © Ludovic Marin/AFP**

Longtemps considérée comme une perte, voire un désastre, pour l'Afrique, et parfois associée à une « fuite des cerveaux », la diaspora africaine se révèle, au contraire, être un puissant vecteur de développement pour le continent. Cela sur plusieurs fronts, y compris dans le cas des expatriés préalablement « bien » formés en Afrique. Mais elle pourrait être encore plus décisive, tant son potentiel est immense. Pour ce faire, certains leviers bien connus comme les transferts financiers personnels vers l'Afrique doivent être redynamisés. D'autres, sous-estimés et sous-exploités, voire méconnus, doivent être activés.

Dynamique de la diaspora africaine en Europe et aux États-Unis

L'accélération de la mondialisation, depuis le début des années 1990, s'est accompagnée d'une forte émigration depuis l'Afrique vers les pays développés d'Europe et d'Amérique. Dans ces derniers, la diaspora africaine (les personnes nées en Afrique et vivant en dehors du continent) a plus que doublé, passant de 5,2 millions en 1990 à 13,6 millions en 2019.

Cette dynamique est soutenue par une impressionnante émigration de personnes qualifiées (ayant une éducation universitaire), qui a quasiment quadruplé en deux décennies. La diaspora africaine qualifiée vivant dans les pays développés de l'OCDE est passée de 1,3 million de personnes en 1990 à 5,2 millions en 2010.

Il en résulte une forte proportion de diaspora africaine qualifiée dans ces pays par rapport à la population de même niveau d'éducation dans les pays d'origine. Pour certains pays africains comme l'Angola, le Cameroun, le Ghana, le Liberia et le Sénégal, le taux de diaspora qualifiée dans les pays développés de l'OCDE dépassait les 20 % en 2010, voire les 40 % pour d'autres comme la Guinée équatoriale, la Sierra Leone, l'Érythrée et la Mauritanie.

Impact de la diaspora sur les économies africaines : un débat de longue date

Bien que la diaspora africaine en Europe et en Amérique du Nord représente une faible part de la population totale de l'Afrique (1,05 % en 2019 contre 0,83 % en 1990) et 34,3 % de la diaspora totale des pays africains, la question de son impact sur les économies africaines provoque de vifs débats.

Les oppositions théoriques trouvent leur racine dans l'absence de l'émigration qualifiée qui forme cette diaspora.

En effet, dans un contexte de manque criant de capital humain qualifié pour l'Afrique, l'exode des Africains – en particulier les plus qualifiés – vers les pays développés est perçu par beaucoup d'économistes comme une « fuite des cerveaux » aux conséquences fâcheuses pour le développement du continent.

L'argument qui sous-tend cette position porte principalement sur le double coût économique

subi par les économies des pays d'origine : celui lié à l'investissement dans la formation de l'émigrant d'une part, et celui des points de croissance perdus du fait de sa non-participation directe à l'activité économique, d'autre part.



Quoique intéressante, une telle analyse semble partielle, voire partielle. Elle passe sous silence la problématique de l'inadéquation de l'éducation, et donc du capital humain, avec les besoins réels de l'économie. Les domaines clés de l'économie des pays d'origine de la majeure partie des émigrants africains qualifiés sont peu ou mal ciblés par les systèmes éducatifs. Il en résulte une faible taux d'employabilité.

En effet, dans la plupart des pays africains, le taux de sous-emploi chez les jeunes est très élevé, y compris chez les plus qualifiés. Dans ces conditions, il est improbable que l'émigration qualifiée soit économiquement coûteuse pour les pays concernés. La théorie de la « fuite des cerveaux » occulte également plusieurs mécanismes vertueux qui font de la diaspora africaine un accélérateur de développement pour le continent, que les données et études empiriques récentes mettent en lumière.

Dans la mesure où le cordon ombilical n'est pas rompu entre l'Afrique et sa diaspora, encore moins dans un contexte de mondialisation, les Africains de la diaspora entretiennent divers rapports économiques, financiers, politiques et technologiques avec leurs pays d'origine. Les études empiriques (voir entre autres Gnimassoun et

Anyanwu, 2019, et Coulibaly et Omgba, 2021) montrent que ces liens sont bénéfiques pour l'Afrique à plusieurs égards.

Une source importante de transferts financiers

L'importance des transferts de fonds de la diaspora pour l'Afrique est désormais bien documentée. Ceux-ci ont considérablement augmenté depuis 1990 et ont dépassé les flux d'aide publique au

développement d'entreprises prospères.

Cet appel à la diaspora devrait donc viser les domaines dans lesquels sa valeur ajoutée est maximale pour l'Afrique, tels que le capital humain (santé, éducation), l'agriculture et l'agro-industrie, les technologies numériques et la transition écologique. Un tel projet pourrait être porté par les institutions africaines avec l'appui des États.

**Un vecteur d'amélioration du capital humain et de la productivité globale**

La diaspora – en particulier la plus qualifiée – contribue à l'amélioration du capital humain de son pays d'origine lorsqu'elle est impliquée dans des réseaux de formation, de recherche et



développement (APD) depuis la crise financière de 2007.

Selon les données de la Banque mondiale, les flux financiers de la diaspora comptent pour 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique en 2019 alors que l'APD ne représente que 2,2 % du PIB.

Outre leur importance, les envois de fonds de la diaspora ont la vertu de la stabilité, comparés à l'APD. Ainsi, au cours des 40 dernières années, ces flux financiers ont été 45 % moins volatils que l'APD. La diaspora apparaît donc comme une source de financement importante et potentiellement plus sûre pour les pays africains. Et si ces flux financiers n'étaient que la partie émergée de l'iceberg ?

Un catalyseur dans l'amélioration de la qualité des institutions

Avec le vent de la démocratisation des années 1990, la diaspora a joué un rôle déterminant dans l'amélioration du cadre institutionnel de nombreux pays africains. En effet, les Africains de la diaspora ont souvent à cœur de s'inspirer des modèles institutionnels qui marchent ailleurs pour améliorer ceux de leur pays d'origine, en tenant compte des réalités locales.

Cela s'opère soit via un retour dans les pays d'origine, soit via la formation et le financement des réseaux de relais locaux tels que la société civile et les partis politiques. Dans leur étude, Dramane Coulibaly et Luc-Désiré Omgba montrent que dans plusieurs pays africains comme le Mali, la diaspora a joué un rôle majeur dans l'émergence et le développement d'une société

d'innovation en lien avec lui.

Par ailleurs, à travers sa participation à des réseaux scientifiques et commerciaux, elle contribue significativement aux transferts de technologies vers l'Afrique. Elle joue donc un rôle clé dans l'amélioration de la productivité globale du continent.

Malgré les effets positifs cités plus haut, l'impact de la diaspora africaine est bien en deçà de son potentiel. L'Afrique pourrait, et devrait, davantage prendre appui sur elle pour relever les défis de son développement.

**Optimiser l'impact positif de la diaspora africaine**

L'activation de plusieurs leviers inclusifs permettrait à la diaspora africaine de plus contribuer au développement du continent. Les mesures ci-dessous pourraient fortement y contribuer.

**L'institution d'une saison annuelle de la diaspora africaine**

Afin de permettre un brassage efficace et productif entre l'Afrique et sa diaspora, il convient d'aller au-delà des réseaux traditionnels d'interaction à impact limité (conférences, colloques, séminaires, consultations, etc.) pour instituer une saison annuelle de la diaspora.

Avec pour vocation le partage de connaissance et d'expérience, un tel espace permettrait de concilier les offres de la diaspora avec les besoins réels de développement en Afrique. Il permettrait également de développer des initiatives et partenariats privés propices à l'émergence et au

**La promotion des « Diaspora bonds » pour briser une spirale de la dette insoutenable**

Les États africains manquent de gros moyens financiers pour assurer la fourniture des infrastructures de base (transport, énergie, santé, éducation) sur leur territoire, ce qui nuit énormément à la productivité du capital.

Le recours à la dette extérieure pour pallier le manque de ressources internes se révèle souvent être un « serpent qui se mord la queue » en raison des taux d'emprunt très élevés (6 à 10 %) sur les marchés mondiaux alors que la croissance économique des pays reste fortement instable.

Il en résulte que ces pays sont souvent confrontés à un endettement insoutenable, c'est-à-dire une dette qui ne crée pas les conditions de son remboursement. Des taux d'intérêt trop élevés sur la dette et une croissance économique instable et insuffisamment robuste en sont les principales causes.

Les « Diaspora bonds » – titres d'emprunt obligataire émis par les États en vue de mobiliser l'épargne de la diaspora – apparaissent comme un instrument susceptible de soulager les contraintes de financement des États africains. Ce mécanisme a d'ailleurs déjà prouvé son potentiel, comme en Israël ou en Éthiopie.

En effet, la diaspora africaine contribue à l'offre d'épargne mondiale et à une bonne perception du risque en Afrique. La rémunération de l'épargne étant relativement plus faible dans les pays industrialisés (moins de 2 % pour certains instruments financiers comme le livret A en France), les « Diaspora bonds » pourraient s'avérer très attractifs pour les Africains émigrés hors de leur continent d'origine.

Ils contribueraient ainsi à rendre la dette publique de l'Afrique plus viable à long terme. Un tel mécanisme pourrait aussi être mobilisé pour financer l'activité privée via la saison annuelle de la diaspora africaine et les partenariats privés qu'elle ferait naître.

**Par Blaise Gnimassoun\*  
pour Theconversation.com**

## ANTONY BLINKEN, SECRÉTAIRE D'ETAT AMÉRICAIN « Les Africains n'ont pas à choisir entre la Chine et les Etats-Unis »

*Les Africains « n'ont pas à choisir » dans le contexte de rivalités croissantes entre la Chine et les Etats-Unis, a affirmé jeudi le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, tout en assurant que son pays pouvait leur offrir davantage en matière de droits démocratiques.*



Quelques jours avant que la Chine ne tienne un sommet avec l'Afrique, au Sénégal, le chef de la diplomatie américaine a affirmé que le président Joe Biden a l'intention d'accueillir un sommet avec les dirigeants du continent.

Dans un discours prononcé au siège de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) à Abuja, au Nigeria, M Blinken n'a fait aucune mention explicite de la Chine mais a affirmé savoir que les Africains « se méfient des ficelles » qui accompagnent souvent les engagements étrangers.

« Je veux être clair: les Etats-Unis ne veulent pas limiter vos partenariats avec d'autres pays », a-t-il assuré.

« Nous voulons renforcer davantage nos partenariats. Nous ne voulons pas que vous fassiez un choix. Nous voulons vous donner des choix ».

« Notre approche sera durable, transparente, et conduite par des valeurs », a ajouté le diplomate américain.

Les accords sur des infrastructures avec d'autres nations qui peuvent être « opaques, coercitifs et empêtrer les pays dans une dette inimaginable, détruisent l'environnement et ne bénéficient pas toujours aux habitants », a-t-il déclaré.

« Nous ferons les choses différemment », a-t-il promis.

Le diplomate a reconnu la méfiance de nombreux pays africains.

« Trop de fois, les pays africains ont été traités comme des partenaires juniors – ou pire – plutôt que comme des

partenaires égaux », a affirmé M. Blinken.

« Et nous sommes sensibles au fait que des siècles de colonialisme, d'esclavage et d'exploitation ont laissé des héritages douloureux qui perdurent. »

Mais selon lui, l'administration Biden « croit fermement qu'il est temps de cesser de traiter l'Afrique comme un sujet de géopolitique – et de commencer à la traiter comme l'acteur géopolitique majeur qu'elle est devenue. »

Le diplomate, dont la visite officielle en Afrique a commencé au Kenya et doit se terminer au Sénégal, a promis une coopération dans la lutte contre le changement climatique et le Covid-19.

Recul de la démocratie

Face aux priorités de l'ancienne administration Trump, le président Biden a appelé à un nouvel engagement avec l'Afrique mais aussi avec la démocratie.

Le président tiendra en décembre un sommet virtuel des démocraties afin de faire preuve de solidarité face à la montée des dirigeants autoritaires dans le monde.

M. Blinken a reconnu que les Etats-Unis n'étaient pas un modèle parfait en matière de démocratie, comme l'a montré l'attaque du 6 janvier des partisans du président Donald Trump contre le capitol.

« Le recul de la démocratie n'est pas seulement un problème africain – c'est un problème mondial. Mon propre pays lutte contre les menaces qui pèsent sur notre démocratie. Et les solutions à ces menaces viendront autant

de l'Afrique que de n'importe où ailleurs. »

« Nous devons montrer comment les démocraties peuvent répondre aux attentes des citoyens, rapidement et efficacement », a-t-il ajouté.

Pour l'administration Biden, la Chine est l'un des principaux défis auquel doivent faire face les Etats-Unis au 21<sup>ème</sup> siècle, compte tenu de sa croissance rapide et de sa présence grandissante sur le plan international.

Également présent à Abuja, le porte-parole du département d'Etat américain Ned Price a accusé Pékin de menacer « directement la paix et la stabilité régionales » en Asie, où l'allié des Américains, les Philippines, a accusé la veille la Chine d'avoir tiré au canon à eau sur certains de ses bateaux dans la très disputée mer de Chine méridionale.

Ces dernières années, la Chine a largement investi sur le continent africain, notamment dans les infrastructures et dans l'exploitation de ses matières premières (or et bois notamment).

Jeudi, s'exprimant au côté de M. Blinken, le ministre nigérian des Affaires étrangères, Geoffrey Onyeama, a écarté les inquiétudes concernant la Chine, affirmant que la puissance asiatique offrirait une « grande opportunité » pour un pays ayant besoin d'infrastructures.

« Nous serions allés avec n'importe qui d'autre fournissant quelque chose à un taux compétitif pour nous », a-t-il déclaré.

## SOUDAN Accord pour un retour des civils à la tête du gouvernement

*Près d'un mois après le coup d'Etat militaire au Soudan, un accord a été conclu pour un retour du Premier ministre Abdallah Hamdok à son poste et la libération des responsables civils, ont indiqué dimanche des médiateurs.*

Cette annonce a été faite après des semaines de médiation pour sortir ce pays de la grave crise marquée par la répression des manifestations contre l'armée qui a fait 40 morts et des centaines de blessés depuis le putsch du 25 octobre, selon un syndicat de médecins prodémocratie.

Elle est aussi intervenue avant une nouvelle journée de manifestations contre les militaires qui faisait craindre une intervention musclée des forces de sécurité.

Le 25 octobre, le général Abdel Fattah al-Burhane, chef de l'armée, a rebattu les cartes d'une transition chancelante au Soudan, en faisant arrêter la quasi-totalité des civils au sein du pouvoir et en décrétant l'état d'urgence.

Il a notamment détenu puis placé en résidence surveillée à Khartoum M. Hamdok, qui dirigeait le gouvernement de transition installé au côté des militaires après la chute en 2019 du régime du général Omar el-Béchir en 2019, écarté par l'armée sous la pression de la rue.

« Un accord politique a été conclu entre le général Burhane, Abdallah Hamdok, les forces politiques et des organisations de la société civile pour un retour de Hamdok à son poste et la libération des détenus politiques », a déclaré à l'AFP l'un des médiateurs soudanais, Fadlallah Burma, un dirigeant du grand parti Oumma.

Un groupe de médiateurs soudanais, incluant des journalistes, des universitaires et des politiciens ont diffusé un communiqué détaillant les principaux points de l'accord.

Il inclut le rétablissement de M. Hamdok dans ses fonctions, la libération des détenus et le retour au consensus politique, légal et constitutionnel qui gérait la

période de transition.

« L'accord sera officiellement annoncé plus tard dans la journée, après la signature des termes de l'accord et de la déclaration politique l'accompagnant », selon le communiqué.

On ignorait dans l'immédiat la date du début d'application de cet accord.

**Lourd bilan**

Depuis le coup d'Etat, des protestations contre l'armée et appelant au retour du pouvoir civil ont eu lieu principalement à Khartoum. Et la communauté internationale a dénoncé la répression des manifestations et appelé à un retour du pouvoir civil.

Samedi, des centaines de manifestants ont défilé à Khartoum-Nord, une banlieue de la capitale, érigé des barricades dans les rues et mis le feu à des pneus. « Non au pouvoir militaire », ont-ils scandé.

Face au lourd bilan parmi les manifestants, la police assure elle n'avoir jamais ouvert le feu contre les protestataires. Elle ne recense qu'un seul mort et 30 blessés parmi eux du fait, selon elle, du gaz lacrymogène.

Après l'aggravation des violences, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken s'est dit jeudi « profondément préoccupé » par la répression et a exhorté l'armée à autoriser les manifestations pacifiques, répétant la nécessité de « rétablir la transition dirigée par les civils ».

Mais le général Burhane paraissait un temps inflexible. Il avait annoncé après le putsch qu'il dirigerait de nouveau le Conseil de souveraineté, la plus haute institution de la transition, et y avait reconduit tous ses membres militaires ou pro-armée et nommé des civils apolitiques.

AFP

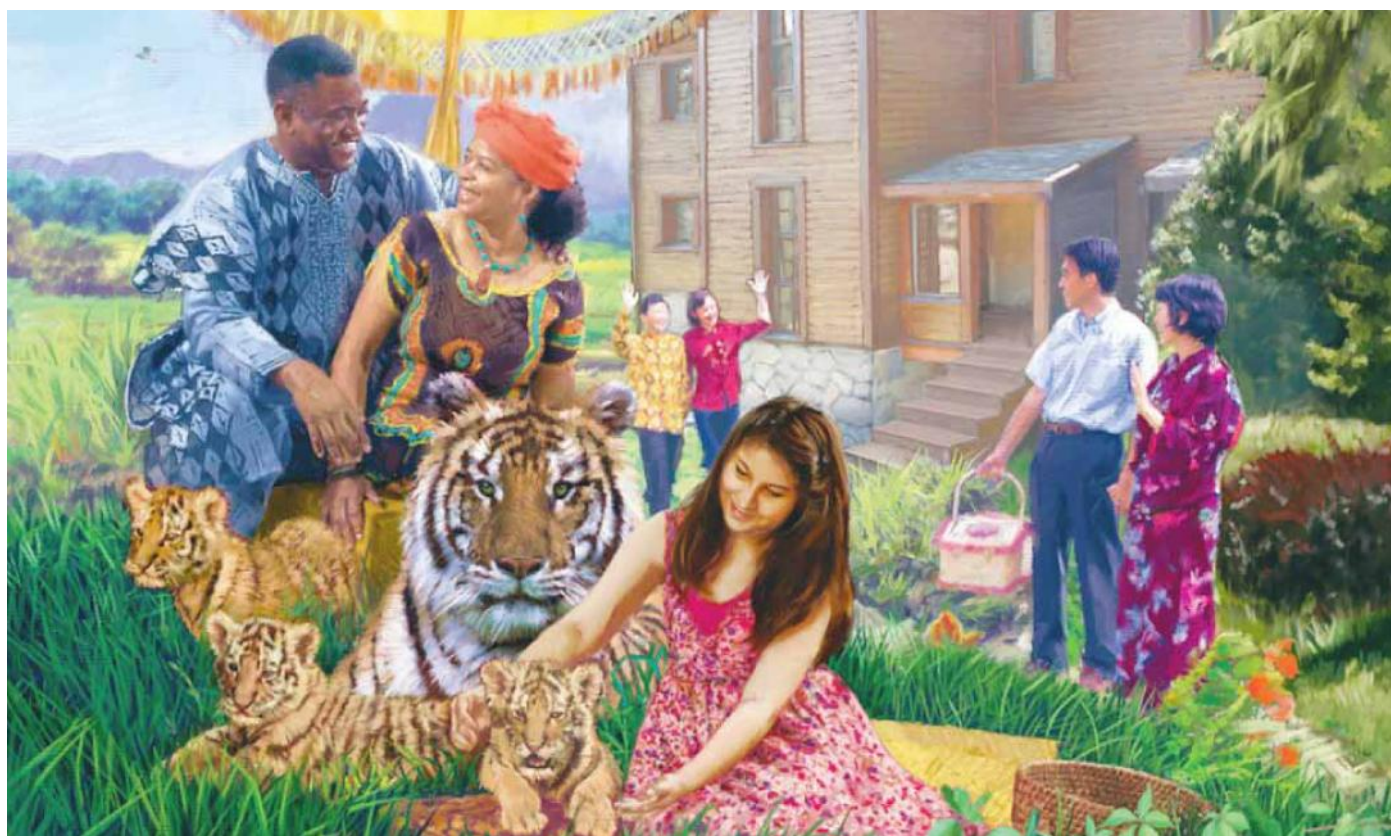
**Lisez le journal numérique sur le site**

**KéfinaFasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

AFP





Crédit photo: Avec l'aimable autorisation des Témoins de Jéhovah.

## « Un monde meilleur est proche »

*Tel est le thème de la campagne d'information mondiale des Témoins de Jéhovah*

Conakry fera partie des milliers d'endroits à travers le monde à recevoir un puissant message d'espoir en novembre 2021: les Témoins de Jéhovah lancent une campagne d'information spéciale mettant en valeur l'espoir d'un monde meilleur basé sur la Bible. À cette occasion, un numéro spécial de la revue *La Tour de Garde* portant le titre «Un monde meilleur est proche» sera distribué.

Cette revue sera distribuée à plus de 36 millions d'exemplaires en quelques 230 langues et dans 240 pays à travers le monde. En outre, elle est déjà disponible en format numérique sur différentes plateformes en près de 400 langues.

«L'humanité aspire à entendre un message positif et c'est la meilleure nouvelle qui soit!» a déclaré Andrew Burchall, porte-parole des Témoins de Jéhovah pour la Guinée. «Un monde meilleur, c'est plus qu'un simple rêve, c'est une réalité! En effet, c'est un des thèmes principaux de l'évangile de Jésus.»

La revue aborde la question séculaire de l'apocalypse: «Ce monde va-t-il prendre fin?» De nombreux lecteurs seront surpris par la réponse réconfortante de la Bible. Alors que certaines religions ont prédit «la fin du monde», la revue révèle le message clair de la Bible: la Terre existera toujours et ne sera *jamais* détruite! Par contre, la revue explique que la Bible promet la fin des injustices en citant le livre des Psaumes où l'on peut lire que finalement, les méchants n'exerceront plus jamais leur influence néfaste sur la terre. —Psaume 37:10.

Ce message positif est l'espoir que partagent des millions de personnes dans le monde entier qui prient pour que le Royaume de Dieu vienne.

*La Tour de Garde* proclame le message du Royaume de Dieu depuis plus de 100 ans et reste la revue la plus largement traduite et diffusée dans le monde. *La Tour de Garde* est disponible en téléchargement gratuit sur le site: [jw.org](http://jw.org). Il est également possible de demander un exemplaire imprimé à un Témoin de Jéhovah en se rendant sur notre site [jw.org](http://jw.org) à la rubrique «Demandez une visite».

Pour plus d'information, merci de contacter la filiale des Témoins de Jéhovah à Monrovia au (+231) 886-513-408 ou par courriel [Inbox.PID.LR@bethel.jw.org](mailto:Inbox.PID.LR@bethel.jw.org).

**Cliquez ci-dessous pour accéder directement à la revue en ligne:**

[La Tour de Garde N°2 2021 | Un monde meilleur est proche](#)